

Chez RENAULT, élections de délégués au collège ouvriers - employés

	1955	%	1956	%	1957	%
Inscrits.	29.463		27.793		28.667	
Votants	24.342		23.833		25.279	
Blanc. Nuls.	1.028	3,5	971	3,5	991	3,4
Abstentions, Absences, Malades.	5.121	17,3	3.960	14,22	3.388	11,8
C. G. T.	17.106	58	16.254	59,4	16.709	58,3
C. F. T. C.	2.139	7,2	2.581	9,3	3.327	11,6
F. O.	1.627	5,5	1.749	6,8	2.151	7,5
S. I. R.	2.442	8,2	2.008	7,2	2.101	7,3

VIE DU PARTI (suite de page 2)

à réagir et à manœuvrer avec les mouvements de masse.

La direction des syndicats CGT voit de plus en plus les ouvriers mettre en cause de facto sa ligne de « particularisation » des luttes, exiger des mots d'ordre généraux et aspirer à un combat d'ensemble.

Les directions des syndicats F.O. entrent en action contre un gouvernement à direction socialiste et acceptent une unité de facto avec les syndicats CGT, en partie à leur corps défendant, en partie comme contrefeu au mouvement de masse, et aussi cette tactique sert partiellement le gouvernement contre les exigences grandissantes de la droite.

Le redémarrage des luttes s'est donc produit malgré la politique des directions ouvrières. Mais cette politique des directions ouvrières agira et sur le rythme et sur la marche du mouvement des masses...

Mais s'il y a reprise des luttes économiques malgré la politique des directions, celle-ci exerce encore une très forte influence sur le rythme et l'ampleur des mouvements qui ne reçoivent pas de leur part les perspectives absolument indispensables pour les stimuler...

Il faut en particulier noter que les stalinien ne voient à présent le Front Unique que sous la forme d'accord d'organisations sans base de programme d'action et ont abandonné toute idée de comités, craignant que, formés à la base sur des questions limitées, ils ne se développent du point de vue des objectifs et ne se coordonnent entre eux.

4° En France, comme dans les autres pays d'Europe occidentale, le redémarrage des luttes a une base économique. Mais, plus que dans tout autre pays d'Europe occidentale, la situation générale serait favorable pour lier ces luttes à une perspective politique mettant en avant la question du gouvernement...

Nous ne pouvons, pour l'instant, déceler des signes d'une importante opposition dans le P. S. Cependant, malgré l'emprise bureaucratique de la direction Mollet, on voit se manifester déjà des opposants jusque dans les sommets du groupe parlementaire...

En ce qui concerne le P.C.F., la période va être plus particulièrement favorable au développement de courants de gauche dans son sein et tout particulièrement parmi les militants ouvriers, qui seront cette fois-ci touchés non pas seulement sur les problèmes les plus généraux relativement au stalinisme, mais à sa pratique dans les luttes ouvrières.

Nous devons considérer comme un point de départ très favorable dans cette situation le fait de l'existence d'une opposition orientée sur la gauche.

III. — Nos tâches.

Nous devons tout particulièrement répondre aux problèmes de la politique française qui se posent avec acuité aux militants du PCF, sur lesquels ils sont encore très confus en raison de leur passé stalinien, et qui sont précisément les problèmes de la politisation des luttes, c'est-à-dire ce qu'ils appellent les « voies françaises du socialisme », dans le sens de l'adaptation des principes du marxisme révolutionnaire aux con-

ditions concrètes de la lutte pour le pouvoir ouvrier en France.

Tandis que les questions de la généralisation des luttes, de l'aide inconditionnelle au peuple algérien, de la nécessité d'une politique prenant appui sur la dynamique même du mouvement ouvrier sont acquises ou près de l'être par les militants oppositionnels, par contre les problèmes relatifs au programme de transition et notamment au gouvernement ouvrier et paysan sont obscurcis d'une part en ce qui concerne le passé à propos des expériences du Front Populaire et du tripartisme qui n'ont jamais été clarifiées par eux et d'autre part à présent par les polémiques entre la direction française et soit la direction du Parti Communiste Italien, soit les réformistes de la direction de la CGT...

Nous devons à cette occasion, redéfinir complètement nos positions du programme de transition en les adaptant aux données actuelles de la situation française. Nous devons mettre en avant les idées essentielles suivantes:

a) La « voie française du socialisme », c'est le développement du mouvement ouvrier français de ce qu'il est à présent jusqu'à la conquête du pouvoir.

b) Le problème prend aujourd'hui une forme de crise si aiguë parce que la crise du capitalisme français a atteint un niveau très élevé et parce que la classe ouvrière, en raison des directions qu'elle a eues jusqu'à présent, a « loupé le coche » à diverses reprises et qu'il y a de ce fait dans les masses une crise de confiance envers les directions pour aborder les épreuves décisives que celles-ci ne lui présentent d'ailleurs pas.

c) Nous rejetons catégoriquement toute idée d'un passage pacifique dans les conditions actuelles de la France, sans luttes révolutionnaires, à la formation d'un Etat ouvrier.

La seule voie possible est celle de la conquête révolutionnaire du pouvoir...

d) La seule politique susceptible de mener à l'édification du socialisme est la lutte révolutionnaire pour un programme de mesures anticapitalistes, basée sur un réseau de comités de masse, et culminant dans l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan...

e) C'est avant tout sur un tel programme et par des campagnes systématiques, avec des propositions sérieuses que le Front Unique pourra en fin de compte être réalisé, avec ou sans l'assentiment des chefs socialistes...

Le C.C. décide de préparer pour publication dans la « Vérité des Travailleurs », une série d'articles sur « les voies françaises du socialisme », basés sur les considérations ci-dessus, destinés à clarifier ces idées auprès des militants communistes et à actualiser les mots d'ordre du programme d'action.

Cellule de VERNON

Nos camarades, après plusieurs mois d'efforts, ont pris un démarrage solide. De nombreux lecteurs et abonnés de La Vérité des Travailleurs; la diffusion de Quatrième Internationale a commencé.

Le tableau ci-contre comporte les résultats de trois années successives. Les élections de 1955 présentent l'intérêt d'avoir eu lieu avant la signature de l'accord-contrat Renault de septembre 1955. De même le pourcentage est indiqué par rapport aux inscrits. Le lecteur comprendra mieux cette façon de procéder si l'on tient compte que la plus importante variation figure dans la colonne des abstentions, malades, absents. Le détail de la répartition de cette colonne ne peut être donné. On peut toutefois signaler que l'abstention moyenne de l'usine de Billancourt varie entre 5 % et 6 % de l'effectif.

Il apparaît donc que la participation plus grande paraît profiter aux syndicats autres que la CGT. Nous mentionnerons pour mémoire qu'en 1947, après la grève d'avril, le pourcentage était de 31,4 %. Dans ce cas il est clair qu'il y a abstention massive parmi les électeurs CGT.

La caractéristique principale, c'est d'abord et avant tout la permanence de la CGT qui confirme qu'elle reste l'organisation de masses décisive de l'usine. Cependant, sa légère régression appelle quelques commentaires. Si l'on en croit Roger Linet, dans l'article publié par France Nouvelle, hebdomadaire du PCF (n° 596, semaine du 16 au 22 mai 1957), qui est secrétaire général du syndicat CGT-Renault, ces élections marquent une victoire de la CGT. En dehors des artifices qui consistent à ne parler que du gain de 185 voix, sans parler du recul en pourcentage par rapport à l'année 1956, Linet dit bien autre chose. Ne parlons pas de sa conception typiquement stalinienne, prétendument « optimiste », qui veut que de victoire en victoire, de progrès en progrès (sur le papier ou dans la bouche des bureaucrates) on masque la réalité pour camoufler les échecs ou les reculs. Pour Linet, la bruyante campagne de « mensonges » à l'occasion des événements de Hongrie, une autre campagne lancée par la direction et les autres syndicats contre la gestion CGT du Comité d'entreprise, l'utilisation « psychologique » de la défaite de la CGT aux élections (par correspondance), de la Caisse de retraite, la mise à l'écart de la CGT, des discussions ayant trait à l'accord-Renault, etc..., « visaient à affaiblir la CGT ». En dressant un tel tableau impressionniste, de l'offensive de la bourgeoisie et en mettant en face le peu de conséquence sur le nombre de voix CGT, la conclusion coule de source: tout va très bien. Cela évite à Linet de parler de l'émotion réelle des ouvriers lors de l'intervention brutale des troupes russes contre les ouvriers de Budapest, émotion qui s'est répercutée jusque dans la direction du syndicat CGT. Et dans ce cas il est difficile de parler de la « pression de la bourgeoisie ». On pourrait aussi traiter du désarroi parmi les militants CGT et les ouvriers lors de la signature de l'accord contre leur volonté, de l'absence de plate-forme revendicative, de la « particularisation », etc... Le vote de classe émis par les ouvriers, pour Linet, devient l'approbation d'une ligne, la sienne, celle du PCF bien sûr.

Parmi les 34 bureaux de vote, il y en a trois seulement où la CGT gagne en pourcentage: le 13 (usine O), le 54-ile, et le 27-59. Il faut tenir compte que les deux secrétaires de FO travaillent au 54 et au 27 et sont des anti-CGT forcenés. Les ouvriers ont voté là, contre la ligne unitaire de FO et l'outrance de Blanc et Astruc. La progression est particulièrement nette au 27, atelier composé de professionnels, où la CGT gagne près de 8 % et retrouve la majorité absolue. La volonté unitaire des ouvriers, le refus de l'anticlégalisme négatif parmi ceux qui ne votent pas CGT s'expriment dans l'augmentation en voix et en pourcentage de la CFTC. Quant à F.O. sectaire... et molletiste, étrave de la coalition des syndicats dits libres, il paraît surtout recueillir la clientèle arriérée du SIR en perte de vitesse.